

BILLET DE BLOG 1 octobre 2018

Comment le G20 peut-il faire progresser le multilatéralisme ?

Leçons du sommet des think tanks du G20 (T20) de Buenos Aires

Auteur

Sébastien Treyer
Directeur général

🕒 Temps de lecture: 6 min



Forum clé pour la coopération internationale en matière de stabilité financière mondiale, le G20 est aussi considéré comme un lieu où des initiatives de coordination peuvent être démarrées et consolidées entre les principales économies du monde, avant d'être portées et adoptées dans le cadre multilatéral des Nations unies. C'est dans cette perspective que travaille le T20, réseau des think tanks des pays du G20, qui alimente l'agenda du G20 avec des propositions opérationnelles, ancrées dans les résultats de la recherche.

Mais une telle vision de l'agenda du G20 est aujourd'hui contrée par certaines affirmations unilatéralistes en son sein même, niant tout bien commun et toute nécessité d'une coordination multilatérale. Que peut bien faire le G20 pour faire néanmoins progresser l'agenda multilatéral, et quelles sont les propositions qu'a faites le T20, réuni à Buenos Aires les 17 et 18 septembre 2018 ?

La refondation du commerce mondial, nouveau mainstream

Il faut distinguer au moins deux niveaux d'intervention du T20. Premier niveau : celui du [communiqué final de la réunion du T20](#), c'est-à-dire de la direction politique d'ensemble. Censée représenter tous les participants parce qu'elle s'appuie sur une synthèse des contributions de tous¹, celle-ci est nécessairement consensuelle, ce qui peut paraître paradoxal pour des think tanks dont la mission est de produire des idées nouvelles, « out of the box », et pour qui un discours collectif risque de s'apparenter au plus petit dénominateur commun. Le communiqué du T20 est cependant révélateur de bien davantage, une prise de température du courant moyen (le « mainstream ») de la pensée des conseillers des gouvernements, et de ses évolutions.

Sur ce plan, le barycentre semble s'être déplacé d'un soutien sans faille à un agenda de libéralisation des échanges, dont les impacts négatifs ne nécessiteraient que des correctifs marginaux, à l'affirmation d'un besoin de refondation du système commercial multilatéral. Pour une telle réforme – rien de moins qu'un changement de régime dans la gouvernance multilatérale du commerce –, le T20 affirme la nécessité de maintenir des principes essentiels comme la non-discrimination entre pays, offrant des opportunités d'accès à un marché national ou régional qui soient égales pour tous les autres pays et régions, socle des négociations commerciales depuis l'après-guerre, tout en tenant davantage compte du caractère multipolaire du monde et des changements dans les rapports de puissance tant en matière économique que politique. Concrètement, il s'agit à la fois d'ouvrir un dialogue sur les règles de décision à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (par exemple sur le vote par consensus) et de mieux articuler les accords régionaux ou plurilatéraux et mondiaux pour préserver un système fondé sur des règles et principes communs. Mais une telle réforme serait aussi l'occasion de tenir compte des effets de la révolution numérique sur les modalités pratiques des échanges commerciaux, en intégrant à la fois les opportunités qu'elle offre et les risques que ceux-ci échappent aux règles fixées entre États. Associée à la réaffirmation de l'importance de l'Accord de Paris, que les pays du G20 devraient mettre en œuvre de manière exemplaire et ambitieuse, et à la mise à l'agenda de la question des inégalités, cette proposition du T20 serait en mesure de répondre aux critiques de nombreuses franges des populations des pays du G20, tout en maintenant la priorité au cadre multilatéral, convergeant en cela avec le président français à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies ou le Président de la Commission européenne dans son discours sur l'état de l'Union. Mais pourra-t-elle cependant être portée par une présidence argentine largement contrainte en externe par l'opposition prévisible du président des États unis et affaiblie en interne par la dégradation de sa situation économique ? Sur ce plan, le G20 risque de sembler être rétrogradé au même statut que le T20 : celui d'un forum d'idées, peut-être même sans construction d'un consensus politique, mais c'est peut-être déjà un rôle important.

Priorité opérationnelle : la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 par les acteurs financiers

Second niveau d'intervention : le T20 est aussi le lieu où se construisent sur plusieurs années, au-delà des inflexions politiques données par les présidences successives du G20, des recommandations opérationnelles sur des sujets plus techniques et pour lesquels le G20 peut néanmoins s'avérer être un lieu déterminant en matière de décision politique. Ainsi, au-delà de l'affirmation de l'importance de l'Accord de Paris et de l'Agenda 2030 pour le

développement durable, le T20 formule des propositions concrètes pour que les banques de développement et les instances en charge de la stabilité financière alignent leurs stratégies derrière l'atteinte des ODD et des objectifs de l'Accord de Paris, ce qui pourrait conduire à une réelle impulsion du G20 auprès de ces institutions.

Lire aussi

[Aligning financial system architecture and innovation with sustainable development](#)

[Scaling Development Finance for Our Common Future](#)

Le T20 propose aussi que les pays du G20 soient particulièrement actifs pour rendre compte de leurs efforts dans la mise en œuvre des ODD, condition nécessaire pour que le Forum politique de haut niveau sur l'Agenda 2030 à l'été 2019 ait une chance de permettre un véritable état des progrès, appuyé sur une capacité d'évaluation des politiques qui ont permis certains succès mais aussi une analyse objective des échecs et de leurs causes. C'est le sens des [recommandations portées par l'Iddri](#).

La prochaine présidence japonaise du G20 en 2019 devrait continuer de mettre l'accent sur la mise en œuvre de politiques climatiques ambitieuses, et pourrait aussi mettre davantage l'accent sur la dimension sociale de l'Agenda 2030 (éducation, santé) au sein du groupe de travail sur le développement. L'opportunité de la présidence française du G7 l'an prochain devrait permettre de faire le lien entre les questions sociales portées par le Japon au sein du G20 et les enjeux de fragilité et de durabilité. L'Iddri et les réseaux de think tanks auxquels il participe ([IDGM](#), [ETTG](#), [T20](#)) chercheront à assurer la fluidité du débat d'idées entre ces deux forums, dont les propositions au niveau opérationnel peuvent jouer un rôle déterminant auprès d'acteurs clés pour la transition vers la durabilité (ministères des Finances, acteurs publics et privés du financement du développement), et en faisant l'hypothèse que les blocages de la discussion au plus haut niveau politique n'empêcheront pas un débat de fond sur des enjeux majeurs par exemple sur la réforme du système commercial multilatéral.

[Source Photo](#)

¹ Même si elle n'est pas soumise à la validation des participants.

GOUVERNANCE

G20

PARIS AGREEMENT

ODD